



# **8 mars 1910 - 8 mars 2010**

# **100 ANS DE LUTTES**

# **DES FEMMES**

***Beaucoup de choses ont été gagnées grâce aux luttes féministes : droit de vote en 1946, droit à l'avortement et à la contraception, libération sexuelle, autonomie... Et pourtant, beaucoup de combats restent à mener. Dans un contexte social marqué par la crise, le gouvernement attaque de toutes parts les droits des femmes.***

Éducation, petite enfance, hôpital : l'attaque contre les services publics se traduit par des privatisations, des suppressions de personnels et une augmentation du chômage des femmes.

La réforme annoncée des bonifications de retraites pour les femmes est un préjudice supplémentaire alors que beaucoup d'entre elles ont des carrières incomplètes. Toutes ces mesures aggravent la situation matérielle des femmes alors qu'elles représentent 80 % des travailleurs pauvres et précaires.

Le droit à disposer de son corps est remis en question. La réforme de la santé a des conséquences directes sur le droit à l'IVG avec la fermeture de nombreux centres d'IVG. La proposition parlementaire de loi contre les violences faites aux femmes, essentiellement axée sur les violences conjugales, oublie la prévention. On peut craindre que le gouvernement ajoute ses propres amendements dans une perspective sécuritaire. Et pourtant, en France, une femme meurt tous les 2 jours et demi des coups de son conjoint ou ex conjoint et 48 000 femmes sont violées par an.



**L'égalité professionnelle entre hommes et femmes ne progresse pas.** A qualification égale, les salaires versés aux femmes restent très inférieurs aux salaires masculins. Les femmes sont souvent les premières victimes des licenciements et du temps partiel imposé.

**Exemple récent : Une soixantaine d'élèves de l'école de sages-femmes de Besançon dénoncent depuis plusieurs mois des actes de harcèlement moral, de maltraitance psychologique et d'humiliation au sein de leur cursus d'étude.**

Cela arriverait-il si c'était des « sage-hommes » ?

## **Nous revendiquons**

■ le vote d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes avec les moyens de prévention et d'éducation, qui prenne en compte les violences dans la famille et le couple comme au travail et permette d'agir sur plusieurs plans : la prévention, la sanction, la protection, l'accueil et l'accompagnement des victimes, la garantie de leur revenu et de leur logement.

■ une véritable politique d'égalité entre les femmes et les hommes, avec de lourdes sanctions contre les discriminations au travail, notamment les discriminations salariales, et l'interdiction du temps partiel imposé.

■ un service public de la petite enfance et le respect de la scolarisation en maternelle dès l'âge de deux ans.

## **LES ÉLUS RÉGIONAUX DOIVENT SOUTENIR LES REVENDICATIONS ET LES LUTTES DES FEMMES**

**La Région doit offrir son aide dans le combat contre les discriminations à l'égard des femmes** (à l'embauche, discrimination salariale, etc...). Elle doit mettre à disposition des associations et des organisations syndicales des ressources (conseils juridiques...) pour instruire les dossiers d'infractions aux lois commises par le patronat.

**La région doit aussi créer un service public régional de formation professionnelle qui s'attaque aux inégalités hommes femmes**, notamment en favorisant la mixité des filières.

D'autre part, la **Région doit aider les collectivités locales qui mènent une politique de développement de crèches municipales, de création de centres de santé de proximité** (regroupant PMI, centres d'orthogénie et de planification...), **de structures d'accueil pour les femmes victimes de violence** : pour l'accueil d'urgence comme pour l'hébergement de moyen et long séjour pour l'aide à la reconstruction. **La région doit être aux côtés des communes et des parents qui se battent pour l'ouverture de classes de maternelle.**

**En votant pour la liste du NPA conduite par Laurence Lyonnais « Pour une gauche anticapitaliste et écologiste » vous voterez pour élire des conseillers régionaux vraiment à gauche et au service des luttes des femmes.**

**U**n million de chômeurs arrive en fin de droit. Les licenciements continuent. On en prévoit pour 2010, de 30 à 50000 rien que dans la branche automobile. Une multitude de vies sont brisées, des familles détruites, des régions dévastées. Pourtant les revenus du capital explosent.

**U**n PDG du CAC 40 gagne 350 fois plus qu'un salarié au SMIC. Les riches paient moins d'impôts. Et pendant que les profits s'envolent et que les prix continuent à augmenter, les salaires sont bloqués. Pourtant l'intensification du travail et sa productivité ont bondi.

**I**l y a aussi la **privatisation de la Poste, celle de la SNCF** qui s'annonce, le **non remplacement d'un fonctionnaire sur trois** partant en retraite notamment dans l'Education Nationale, la **remise en cause du CDI** les **franchises médicales**, les **déremboursements de médicaments**, les réductions d'effectifs des hôpitaux, la **limitation de la couverture de la Sécurité Sociale**, la **privatisation de l'assurance maladie**, la remise en cause du **droit à l'IVG**, la dépénalisation du droit des affaires, la suppression du juge d'instruction, la diminution du nombre de conseils des Prud'hommes, la **taxe carbone** payée par la population pendant que les patrons pourront continuer à polluer...

**SI VOUS NE VOULEZ PAS DE CETTE SOCIÉTÉ  
NE VOUS ABSTENEZ PAS !  
DITES-LE HAUT ET FORT EN VOTANT POUR LA  
LISTE DU NPA LE 14 MARS**